

Formatted: Spanish (Spain)

ACTION URGENTE

BESOIN D'UNE PROTECTION APPROPRIÉE POUR UN MILITANT

Le défenseur des droits humains Víctor Martínez et sa famille sont toujours en danger car les mesures de protection qui leur ont été accordées ne sont pas appliquées correctement.

À la suite de la dernière agression en date contre lui, le 6 avril, le défenseur des droits humains **Víctor Martínez** a commencé le 8 avril à bénéficier d'une protection de la police de Barquisimeto (État de Lara). Il dit toutefois qu'il est obligé d'aller chercher au poste de police l'agent chargé de sa protection, et de le ramener le soir. Víctor Martínez a signalé qu'il était resté plusieurs fois sans protection parce qu'il ne disposait pas de moyen de transport pour véhiculer le policier. Il a indiqué qu'à 10 reprises au moins, on lui avait dit au poste de police qu'aucun fonctionnaire n'était disponible ce jour-là pour assurer sa protection et celle de sa famille.

Víctor Martínez a rencontré un représentant des services du procureur de l'État le 13 mai pour l'informer officiellement que la police n'appliquait pas les mesures de protection qui lui ont été accordées. Il est particulièrement préoccupant que cet homme et sa famille ne soient pas protégés lorsqu'ils se trouvent chez eux ou à proximité de leur domicile, où la plupart des agressions perpétrées contre eux ont eu lieu. Selon Víctor Martínez, le procureur a indiqué qu'il n'était pas responsable de la mise en œuvre des mesures de protection. Aux termes de la législation vénézuélienne régissant la protection des victimes, les services du procureur doivent se rapprocher de la victime pour déterminer si des interventions spécifiques sont nécessaires dans le cadre de l'application des mesures.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue ;

- demandez instamment aux autorités de prendre toutes les mesures qui s'imposent afin de garantir le droit de Víctor Martínez et de sa famille à la vie et à l'intégrité physique, dans le respect de leurs souhaits ;
- demandez-leur d'ordonner une enquête exhaustive et impartiale sur l'agression perpétrée contre Víctor Martínez le 6 avril, apparemment en raison de ses activités de défense des droits humains ;
- rappelez-leur qu'en vertu de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme (ONU, 1998), elles ont l'obligation de protéger les militants des droits humains.

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 2 JUILLET 2015 À :

Gouverneur de l'État de Lara

Henri Falcón Fuentes

Palacio de Gobierno, Carrera 19

Esquina Calle 25

Barquisimeto, Lara, Venezuela

Fax : +58 251 232 4631

Courriel : henrifalcon@lara.gob.ve

Formule d'appel : Señor Gobernador, /

Monsieur le Gouverneur,

Procureur général de l'État de Lara

William José Guerrero Santander

Fiscal Superior Del Estado Lara

Antigua sede del HELMBANC, piso 1. Calle

3 con Av. Lara, Sector Nueva Segobia

Barquisimeto, Lara, Venezuela

Courriel : FSupLara@mp.gob.ve

Formule d'appel : Señor Fiscal, /

Monsieur le Procureur,

Copies à :

ONG

COFAVIC

Av. Urdaneta, Esquina El Candilito, Edificio

El Candil, piso 1, Oficina 1-A, Apartado

postal 16150, C.P.1011-A, La Candelaria

Caracas, Venezuela

Courriel : cofavic@cofavic.org

Víctor Martínez

Courriel : victormartinez200@yahoo.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays. (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 220/13. Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/documents/AMR53/1450/2015/fr/.

Formatted: Spanish (Spain)

ACTION URGENTE

BESOIN D'UNE PROTECTION APPROPRIÉE POUR UN MILITANT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis des années, Víctor Martínez dénonce les actes de corruption et les violations des droits humains imputables à la police de l'État de Lara (ouest du Venezuela). Il a été agressé à plusieurs reprises, notamment après la mort de son fils, Mijail Martínez, en 2009. Ce dernier a été abattu devant chez ses parents le 26 novembre 2009, alors qu'il travaillait sur un film documentaire consacré à des personnes ayant été victimes de violations des droits humains aux mains de la police. Mijail Martínez produisait des documents audiovisuels exposant des cas de violations des droits humains pour le Comité des victimes contre l'impunité dans l'État de Lara (COVICIL). Avant de le tuer, les deux assassins avaient demandé à parler à son père au domicile de celui-ci à Barquisimeto, la capitale de l'État. Les deux hommes ont été arrêtés en 2011 et placés en détention provisoire. Cependant, l'un s'est semble-t-il évadé en juillet 2013 et l'autre a été libéré sous caution au mois d'août de la même année. Au Venezuela, les personnes placées en détention provisoire peuvent bénéficier d'une libération sous caution au bout de deux ans si leur procès n'est pas terminé.

Víctor Martínez a signalé officiellement qu'en juillet 2010, un homme l'avait frappé et lui avait asséné des coups de pied à l'abdomen alors qu'il distribuait des tracts concernant l'assassinat de son fils. En janvier 2012, il a déclaré qu'un autre homme s'était approché de lui et avait sorti une arme à feu au niveau de son portail, à l'endroit même où son fils a été abattu. Le 6 avril dernier, Víctor Martínez s'est retrouvé face à deux hommes armés devant son domicile, à Barquisimeto. Il rentrait d'une réunion avec des organisations de la société civile. Depuis cet incident, Víctor Martínez et sa famille reçoivent une protection policière, mais de façon irrégulière. La récente attaque montre bien pourtant qu'ils ont toujours besoin d'être protégés.

Víctor Martínez a également fait l'objet de l'AU 339/09 (<https://www.amnesty.org/fr/documents/AMR53/008/2009/fr/>) et de sa mise à jour (<https://www.amnesty.org/fr/documents/AMR53/008/2010/fr/>), émises lorsque sa sécurité était menacée à la suite du meurtre de son fils.

Field Code Changed

Víctor Martínez

Homme

Action complémentaire sur l'AU 220/13, AMR 53/1693/2015, 21 mai 2015

~~URGENT ACTION~~

~~DEMAND ADEQUATE PROTECTION FOR DEFENDER~~

~~Human rights defender Víctor Martínez and his family are still at risk as the protection measures granted to him are not being adequately implemented.~~

~~Following the latest attack against him on 6 April, human rights defender Víctor Martínez began receiving protection from the police in Barquisimeto, Lara State, on 8 April. However, he has complained that he needed to go to the local police station to pick up the police officer in charge of his protection and bring him back in the evening. Víctor Martínez reported being denied protection sometimes, when he did not have a vehicle to transport~~

the police officer to and from the police station. On at least 10 occasions, Víctor Martínez has reported being told in the police station that no one was available to offer him and his family protection for the day.

Víctor Martínez held a meeting with a local representative of the Public Prosecution Service on 13 May to complain formally about police not complying with the protection measures granted to him. Of particular concern is that he and his family are not receiving protection when in and around their home, where most of the attacks against them have taken place. According to Víctor Martínez, the Public Prosecutor denied any responsibility for implementing the protection measures. The Venezuelan legislation that regulates the protection of victims specifies that the Public Prosecution Service has to work with the victim to determine if specific measures are required with regard to the compliance of protection measures.

Please write immediately in Spanish or your own language:

- Urging the authorities to take all appropriate measures to guarantee the right to life and physical integrity of Víctor Martínez and his family, in accordance with their wishes;
- Calling on them to order a full and impartial investigation into the 6 April attack against Víctor Martínez which appears to have been in reprisal for his work as a human rights defender;
- Reminding them to fulfil their obligation to protect human rights defenders, as set out in the 1998 UN Declaration on Human Rights Defenders.

PLEASE SEND APPEALS BEFORE 2 JULY 2015 TO:

Governor of Lara state

Henri Falcón Fuentes
Palacio de Gobierno, Carrera 19 Esquina
Calle 25
Barquisimeto, Lara, Venezuela
Fax: +58 251 232 4631
Email: henrifalcon@lara.gob.ve

Salutation: **Señor Gobernador/**

Dear Governor

Senior Prosecutor, Lara State

William José Guerrero Santander
Fiscal Superior Del Estado Lara
Antigua sede del HELMBANC, piso 1, Calle
3 con Av. Lara, Sector Nueva Segobia
Barquisimeto, Lara, Venezuela
Email: FSupLara@mp.gob.ve

Salutation: **Señor Fiscal / Dear**

Prosecutor

And copies to:

NGO

COFAVIC

Av. Urdaneta, Esquina El Candillito, Edificio
El Candil, piso 1, Oficina 1-A, Apartado
postal 16150, C.P.1011-A, La Candelaria
Caracas, Venezuela
Email: cofavic@cofavic.org

Víctor Martínez:

Email: victormartinez200@yahoo.com

Also send copies to diplomatic representatives accredited to your country. Please insert local diplomatic addresses below:

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax Fax number Email Email address Salutation Salutation —

Please check with your section office if sending appeals after the above date. This is the second update of UA 220/13. Further information:
www.amnesty.org/en/documents/AMR53/1450/2015/en/

URGENT ACTION

DEMAND ADEQUATE PROTECTION FOR DEFENDER

ADDITIONAL INFORMATION

Victor Martínez has spent years drawing attention to corruption and human rights violations by local police in the western state of Lara. He has been attacked on a number of occasions, including after the death of his son, Mijail Martínez, in 2009. Mijail Martínez was shot dead outside his parents' home on 26 November 2009 in Venezuela, while working on a documentary film about people who had suffered human rights violations at the hands of police officers. Mijail Martínez had been an audiovisual producer documenting cases of human rights abuse for the Committee of Victims Against Impunity in the state of Lara (Comité de Víctimas contra la Impunidad del estado Lara, COVICIL). He was killed by two men who had asked to speak to his father at his home in the state capital, Barquisimeto. Both men were arrested in 2011 and have been detained during their trial. However, one of them apparently escaped in July 2013, and the other was released on bail in August 2013. In Venezuela detainees can be released on bail after two years if their trial has not yet concluded.

Victor Martínez reported that while distributing flyers about the killing of his son in July 2010, he was hit by a man and kicked in the stomach. In January 2012, he reported that another man approached him at the gate of his home and pulled out a gun, at the same spot where his son was shot. On 6 April, Victor Martínez was confronted by two armed men outside his home in Barquisimeto. He was on his way home from a meeting with civil society organizations. Victor Martínez and his family have received erratic police protection since then but this most recent attack shows that they still require protection.

Victor Martínez also featured in UA 330/09 (<http://www.amnesty.org/en/documents/AMR53/008/2009/en/>) and update (<http://www.amnesty.org/en/documents/AMR53/008/2010/en/>) when his safety was at risk after his son was killed.

Name: Victor Martínez

Gender: m/f: m

Further information on UA: 220/13 Index: AMR 53/1693/2015 Issue Date: 21 May 2015